



HAL
open science

Habitat : la révolution virale

Guy Tapie

► **To cite this version:**

| Guy Tapie. Habitat : la révolution virale. 2021. halshs-03349647

HAL Id: halshs-03349647

<https://shs.hal.science/halshs-03349647>

Submitted on 23 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Habitat : la révolution virale

Guy Tapie

Le 16 mars 2020 au soir, maisons, appartements, hébergements collectifs, villas... se ferment ; les voitures et les vélos sont garés, les transports publics pratiquement arrêtés et les déplacements encadrés ; les villes, les parcs, les places, les rues se vident. Tous se replient dans le domicile pour vivre une expérience sans précédent historique. Le confinement suscite un nombre incroyable de témoignages, de commentaires, ou d'enquêtes des « Français » [sur leur vécu](#).

Les conséquences de cet évènement hors normes paraissent [principalement négatives](#) dans les cas de violences familiales, d'isolement social, de conditions matérielles précaires, de logements minuscules. Mais ce premier confinement suscite également chez certains des espoirs de transformation pour une société traversée de multiples crises, tout en permettant l'émergence d'un discours insistant sur les capacités d'adaptation humaines ou personnelles.

Les conditions de vie, les avantages et les inconvénients de chaque habitat sont auscultés par les aventuriers « malgré eux » que constituent les individus confinés. Promoteurs immobiliers, constructeurs, architectes et urbanistes ne sont pas [avares de suggestions](#) pour améliorer ce quotidien restreint, comme l'usage de drones ou de robots pour ravitailler les occupants, ou éventuellement la mise en œuvre de systèmes de désinfection automatisés.

Près de huit mois après la dernière occurrence de cet épisode, une question se pose : le Covid-19 modifiera-t-il durablement la représentation de l'habitat dans la société, son architecture et les pratiques de ses occupants ?

Donnons ici quelques pistes de réponse à cette interrogation loin d'être tranchée.

La santé et l'habitat

La problématique sanitaire n'était pas un thème majeur dans les réflexions sur le logement contemporain. Pourtant, on retrouve cette question dans l'histoire de l'habitat. Elle a été au cœur de la révolution hygiéniste et sociale dans l'entre-deux-guerres en Europe, diffusant le [confort pour tous](#).

Actuellement, cancers, allergies, perturbateurs endocriniens, effets délétères des pollutions inquiètent les habitants plus qu'ils ne conditionnent leur projet résidentiel. Au nom de la santé humaine et environnementale, des contraintes sont imposées au secteur de la construction, notamment sur les localisations à risques (sites inondables, risques sismiques), sur les méfaits ignorés ou cachés des matériaux (comme dans le cas de l'amiante) ou sur les effets systémiques du changement climatique (raréfaction des énergies, de l'eau).

Des alternatives d'habitat sont médiatisées, imaginées comme plus vertueuses dès lors qu'elles se rapprochent de démarches frugales : entre autres, la maison à la campagne, « la tiny house », les collocations communautaires autosuffisantes ou les écoquartiers. Toutes ces

solutions de logement sont mises en avant par la [puissance publique](#) et les promoteurs, et revêtent une image plus verte, moins bétonnée.

La maison, gagnante de la pandémie

La maison individuelle périurbaine, un [habitat majoritaire](#) en France, n'avait pas bonne presse auprès des experts de l'urbanisme avant la pandémie, car peu adaptée à ces nouveaux modèles environnementalistes. Pourtant, elle est une expérience d'habitat fondatrice dans la société française. Populaire, symbole de progrès, de bien-être, de réussite, de gain de confort, la maison individuelle illustre la possibilité de former une famille et de transmettre un patrimoine.

Aujourd'hui, elle [regagne en popularité](#) en raison de sa compatibilité avec l'obligation de rester à demeure, malgré la dépendance à l'extérieur et l'envie de mobilité des habitants. Elle bénéficie d'un jardin, un attribut fondamental érigé en [phénomène social et culturel](#) dans les années 1970, dans la tradition d'une vie « à la campagne », réservoir d'un air « sain », bon pour tous, où les corps et les esprits se régénèrent.

Dans cet univers paisible, déconnecté du monde du travail et des contraintes d'une vie sociale intense, s'est formé un cadre de vie [toujours apprécié des populations](#), notamment en raison de l'accès à la propriété qu'il représente, marque d'ascension sociale.

Les pratiques de bricolage et de jardinage se sont amplifiées pendant le confinement : refonte du décor intérieur, rénovation d'installations, réaménagement des pièces ; amélioration du jardin jusqu'à imaginer pour certains l'autosuffisance [grâce aux potagers, à la permaculture ou aux circuits courts](#).

Le télétravail et l'univers domestique

De manière générale, la culture domestique valorise le bien-être. Celui-ci peut être défini par un [ressenti global positif des personnes dans leur lieu de vie](#), qui s'exprime de multiples manières : la sensation de se reposer, d'être libre, de décider de faire ou de ne rien faire, d'avoir une sociabilité choisie, de contrôler l'éducation de ses enfants. Plusieurs éléments spatiaux, promus par les architectes, ont accompagné le mouvement de priorisation de l'habitat bien être, à partir du milieu des années 1990 : les pièces de jour et les cuisines, dédiées à la détente, les grandes baies vitrées, les terrasses ou les jardins. L'objectif à l'époque était de se démarquer de l'idée selon laquelle un logement se réduisait à sa surface ou à des critères normés (note thermique, acoustique, d'accessibilité aux personnes handicapées).

Le télétravail, concomitant au confinement, pousse à une nouvelle appropriation du logement. Il est [satisfaisant pour certains](#), qui s'évitent des déplacements journaliers pénibles et stressants, tout en s'organisant à leur guise, avec l'impression d'être plus libres. D'autres individus défendent le travail à distance par peur de la maladie, pour eux-mêmes et leurs proches.

À lire aussi : [Le télétravail, moins bien vécu par les jeunes, les femmes et les employés](#)

Pourtant, même pour ses plus fervents supporters, le télétravail vient mêler deux mondes traditionnellement séparés dans la société française : l'univers domestique et celui du travail. Le télétravail est par nature invasif, puisqu'il contraint la vie domestique et la reconfigure. Ainsi, « se préparer pour aller au bureau », c'est-à-dire se laver, choisir sa tenue, s'habiller, s'apprêter, pour ensuite « retourner dans sa chambre » afin de travailler devant son ordinateur, bouscule la pratique et la représentation de la domesticité.

L'arrangement du mobilier et l'organisation de l'intérieur en « coins » (travail, détente, sommeil, repas) constituent des solutions temporaires. Si elles semblent pratiques pour gérer les tensions relationnelles et la révolution personnelle qu'il faut opérer pour faire cohabiter dans un espace minimaliste plusieurs fonctions, elles n'en sont pas moins sources de conflits autour de l'appropriation de l'espace lorsque cette organisation s'inscrit dans le temps long.

Au travers du confinement, l'enjeu est en effet la cohabitation permanente de personnes qui ont habituellement des rythmes de vie, des manières de faire et d'être singulières, même si elles partagent des liens familiaux, amicaux ou intimes. Le télétravail se révèle ainsi non seulement invasif, mais également aliénant, puisqu'il dérègle la vie privée au profit des contraintes de l'emploi.

Dans l'habitat individuel, [au regard de sa taille et de sa flexibilité](#), il est plus facile de réserver une pièce au télétravail. Ceux qui avaient prévu un bureau, un studio pour leurs enfants ou leurs parents vivent mieux une coprésence forcée, voire l'apprécient. D'autres morphologies sont également idéales pour séparer les fonctions et les temps d'occupation. Celles en duplex ou triplex, bien que limitées en nombre, individualisent les espaces de vie à l'intérieur de la cellule familiale.

Pour répondre à l'indétermination croissante des pratiques domestiques et aux recompositions des structures familiales, les architectes avaient inventé autour des années 2000 [« la pièce en plus »](#), sans fonction prédestinée. Le confinement lui en a trouvé une, celle de bureau du télétravailleur.

Des confinés profondément inégaux devant l'habitat

Ainsi, selon la morphologie du logement, une maison ou un appartement, selon le statut des occupants, locataires ou propriétaires, selon les modes d'habiter, en colocation individuelle ou familiale, en habitat partagé, en ville ou à la campagne, la vie à domicile face au télétravail est [profondément inégale](#).

La situation particulièrement difficile des habitants des villes s'explique par des déterminants historiques : au cours des 50 dernières années, une grande majorité des « petits » appartements (T2 voire T3), plutôt occupés par de jeunes ménages, a subi une cure d'amaigrissement drastique, les privant d'entre dix et quinze mètres carrés. Dans le même temps, le prix de logement a [fortement augmenté](#). Ces deux dynamiques contrarient l'impératif principal du confinement, à savoir le besoin d'espace.

De ce point de vue, les étudiants ont dû faire un effort colossal : vivant pour la plupart dans de petits logements, parfois dotés d'un mobilier fixe dans les résidences universitaires, ils n'ont pas pu bénéficier des marges de manœuvre associées à la vie dans un espace « familial ».

Lorsqu'ils sont [retournés au domicile parental](#), ils ont dû ajuster leur espace de vie enfantin aux contraintes de l'enseignement à distance. Le tout en faisant face avec difficultés à un [déficit de sociabilité](#).

Ce déficit, particulièrement criant chez les étudiants, peut se généraliser à toutes les personnes confinées. Les réseaux sociaux ne remplacent pas une sociabilité de voisinage même superficielle ni l'appropriation des espaces de proximité (la rue, l'impasse, la cour), extension du « chez-soi ». Les « urbains » ont finalement plus besoin qu'ils ne pouvaient le penser des extérieurs pour vivre pleinement leur habitat. Les personnes âgées, par exemple, ont pu mal vivre un enfermement qui les privait des liens avec leur quartier et ses activités, épicerie de leur histoire (voir, à ce sujet, le livre *Habitat et vieillissement, des hommes et des lieux* à paraître en 2022 aux éditions *Le bord de l'eau*, en coécriture avec Mael Gauneau et Manon Labardèche).

La transhumance des urbains

La transhumance des « urbains » des centres métropolitains vers leurs résidences secondaires ([3,6 millions en 2020 selon l'Insee](#)), plutôt critiquée car démonstrative d'un pouvoir de classe, a focalisé l'attention sur les [stratégies résidentielles des ménages](#) et sur leurs aspirations. Si le terme « d'exode urbain » amplifie artificiellement le processus, sa médiatisation a fait de la publicité à des manières de vivre en alternance entre résidence principale et secondaire.

Pour une partie de ces habitants, la volonté est de mieux gérer les séquences de confinement, par un nouvel usage d'une bilocalisation déjà existante auparavant. La résidence secondaire confirme ce qu'elle était, un lieu agréable de repli, pour rompre avec l'insécurité sanitaire et répondre à l'injonction de rester à domicile.

L'épreuve du confinement a pu enjoindre d'autres catégories de population à s'engager dans de nouveaux choix résidentiels, en s'éloignant des lieux de vie denses et des flux et en privilégiant l'habitat individuel. Mais les motifs de ces individus englobent également l'accès à la nature, à des modes de vie paisibles, à la solidarité locale, en somme, à une sorte de [modèle de vie villageoise](#), représentation toujours vivace dans la société française.

Lorsque la crainte du futur prend le pas sur les autres motivations de cette « mise au vert », les individus peuvent basculer dans des choix radicaux, avec un repli spectaculaire [sur un mode survivaliste](#). Ce n'est pas le plus fort contingent de personnes affectées dans leurs choix résidentiels par la pandémie, mais leur stratégie pèse dans le débat public et dans l'imaginaire social.

Dans les sociétés contemporaines, l'habitat répond à des besoins anthropologiques (se protéger, exister), mais aussi identitaires (avoir une adresse, réaliser son mode de vie). Le confinement rend visible une contradiction contemporaine sous-estimée : le logement est une base de repli appréciée, qui perd cependant de sa force dès lors que les activités hors de la sphère privée sont contrôlées ou interdites. La vie sous cloche n'est pas la vie, y compris dans des [espaces de qualité](#), avec l'appui des réseaux numériques, qui ne restent que de pâles ersatz de la sociabilité « réelle ».